

APPENDICE DOCUMENTAIRE

-I-

Lignes directrices de l'Association des Socialistes Indépendants (1891)

Nous, les socialistes oppositionnels, nous voulons réunir l'ensemble du prolétariat en ordre de bataille contre la bourgeoisie; cependant, nous combattons toute centralisation *forcée* qui paralyse le mouvement libre et autonome de certaines couches ouvrières. La structure organisationnelle des travailleurs organisés politiquement et économiquement ne doit pas être seulement, à notre avis, importante et vaste, elle doit aussi disposer de membres forts et indépendants; nous voulons travailler en particulier à *leur* développement.

À notre époque, où le travailleur, jour après jour, va d'une caserne à l'autre – de l'immeuble locatif-caserne à l'usine-caserne –, toute sa vie prend une forme incomplète et casernée qui fait de plus en plus dépérir son individualité. Il se dessèche en quelque sorte et il perd la faculté de se situer de manière critique face à de nouvelles impressions. Nous, les socialistes oppositionnels, nous attachons une grande valeur à l'individualisation des travailleurs. Nous voulons constamment élargir l'horizon de l'ouvrier par des discussions animées sur toutes les questions publiques. Nous ne voulons pas lui imposer immédiatement telle ou telle conviction qui lui apporterait le salut, mais avant tout l'inciter, par les discussions, à se former sa propre opinion. La clarification des idées prolétariennes et socialistes nous tient à cœur.

Nous sommes pour un échange d'idées parfaitement libre. Et c'est parce que nous ne trouvons plus cela dans l'organisation de parti actuelle, parce que l'exclusion hors du parti plane de manière menaçante sur tous les socialistes qui pensent par eux-mêmes – peu importe à quelle tendance ils appartiennent –, que nous agissons à l'extérieur du cadre étroit de l'organisation du parti. *Nous sommes des socialistes et nous nous situons sur le terrain de la lutte de classe.* Mais étant donné que la dictature du comité directeur actuel du parti étouffe toute pensée indépendante et que la forme d'organisation du parti d'aujourd'hui limite le libre mouvement des classes sociales prolétariennes, nous invitons les camarades qui ne sont pas d'accord avec le comité directeur du parti et avec sa tactique et qui aspirent à un libre développement de l'organisation, à constituer en commun avec nous une "Association des Socialistes Indépendants". La tâche de cette association sera d'œuvrer pour la propagande en faveur de nos opinions et elle ne connaîtra qu'*un seul* but :

La libération des prolétaires des chaînes de la servitude.

(Tiré de Rudolf Rocker : *Mémoires*, tome I : *La jeunesse d'un rebelle*)

Appel des radicaux de gauche de Brême et de Hambourg (juin 1917)

Aux groupes locaux et aux camarades radicaux de gauche!

Les nécessités historiques s'accomplissent selon une logique de fer et une rapidité surprenante. Quand les groupes locaux radicaux de gauche de Brême et de Hambourg publièrent le 5 mai dans notre journal un appel pour la création de groupes locaux, ils déclaraient : « Le Groupe "Internationale" a, qu'il le veuille ou non, renoncé à son indépendance organisationnelle du fait de son association avec le centre du parti. Après avoir refusé la direction spirituelle des radicaux de gauche depuis le tout début, il vient également de reculer devant leur direction organisationnelle. ». Ce qui n'était auparavant qu'une conclusion logique, est aujourd'hui une réalité patente. Mais cela a encore révélé quelque chose de plus : autrefois, les optimistes pouvaient encore espérer que le Groupe "Internationale" favoriserait l'orientation de la classe ouvrière en effectuant une forte pression dans ce nouveau cadre, même si c'était au prix de luttes internes déchirantes. Ces espoirs ont été fortement déçus. Une nouvelle fois, et par voie de nécessité, le Groupe "Internationale" ne fonctionne pas du point de vue organisationnel, attendu que ses chefs tout-puissants ont laissé tomber les groupes locaux qui luttent pour leur autonomie de groupe. De ce fait, le Groupe "Internationale" a renoncé dans la nouvelle organisation à l'indépendance qu'il avait obtenue à juste titre dans l'ancien parti, et il s'est ôté ainsi toute influence politique. Politiquement, son non-fonctionnement est total. Rien ne montre cela plus nettement que sa position sur la Conférence de Stockholm. Après le refus initial des social-patriotes de participer à cette Conférence, il s'est soumis entièrement et de façon à peine voilée aux Indépendants, qui opposèrent, à Stockholm, un refus poli à la Gauche de Zimmerwald, et qui élevèrent l'illusion pacifiste d'une paix de compromis au rang d'une plate-forme d'une habileté diplomatique purement parlementaire. Le Groupe "Internationale" a souffert à peine un trimestre des suites de sa castration volontaire à Gotha. Le Groupe "Internationale" est mort.

Les faits ont accéléré puissamment l'évolution. En beaucoup d'endroits, après l'appel de Hambourg et de Brême, des groupes locaux radicaux de gauche se sont créés, et de nombreuses lettres d'approbation, qui faisaient fi de tout pessimisme, nous sont parvenues. Voilà ce qui représente une base solide pour le Parti Socialiste International d'Allemagne. Un certain nombre de camarades se sont réunis en Comité d'action afin d'entreprendre les premiers pas pour la constitution du parti. Ils n'usurpent aucun droit, étant donné que le membre allemand de l'Internationale ne peut ressusciter en tant que nouveau parti dirigeant. Ils veulent seulement donner le coup de main nécessaire là où un nouvel être politique cherche à naître. C'est pourquoi ils invitent tous les groupes à débattre dans les plus brefs délais de la question de la fondation d'un nouveau parti, de son programme et de sa forme d'organisation, et à faire parvenir, au plus tard à la mi-août, leurs propositions à la Rédaction de l'*Arbeiterpolitik*. Les camarades qui ne sont rattachés à aucun groupe sont conviés à collaborer dans ce même esprit. Le Comité d'action provisoire rassemblera le matériel qui sera arrivé et s'occupera ensuite au plus vite des démarches ultérieures. C'est ainsi que de la collaboration de tous les éléments sympathisants naîtra un parti résolu et à même de lutter pour l'accomplissement des grandes tâches que l'avenir, et déjà le présent, exigent de la classe ouvrière allemande.

Le Comité d'action.

(Tiré de *Arbeiterpolitik*, n° 30 du 28 juillet 1917)

-III-

Appel de la "Fédération Libre des Syndicats Allemands" (14/12/1918)

Que veulent les syndicalistes révolutionnaires?

Vive le syndicalisme révolutionnaire!

Il s'attaque vivement et avec obstination à toutes les forces de gauche et de droite. Les chefs de la social-démocratie et du syndicat centralisé, la canaille militaire, l'arbitraire brutal de la police et une justice vénale, n'ont reculé devant aucun moyen pour mettre à mort les idées du syndicalisme révolutionnaire en Allemagne. Notre presse a été interdite au cours des premiers jours du mois d'août, des camarades dirigeants ont été placés en "prison préventive", toute activité publique a été rendue impossible aux unions et aux agitateurs. Et pourtant : les moyens de lutte du syndicalisme révolutionnaire sont utilisés aujourd'hui dans tous les coins de l'Empire allemand, et les masses sentent instinctivement que l'époque où l'on ne faisait que souhaiter et demander est passée, que c'est l'époque où l'on prend qui a commencé. Les masses laborieuses, éduquées pendant des décennies à l'obéissance passive dans la social-démocratie et dans les syndicats, se dressent contre la bureaucratie des fonctionnaires. Les travailleurs savent maintenant qu'ils ont été trompés par leurs propres représentants salariés exactement de la même façon que le peuple tout entier l'a été par le gouvernement impérial. Le gouvernement impérial a été abattu, non pas par des moyens parlementaires légaux, mais grâce à l'action directe, non pas avec le bulletin de vote, mais avec la force des armes par les ouvriers en grève et les soldats mutinés. Sans attendre les instructions de chefs avisés, ils se sont constitués spontanément partout en conseils des ouvriers et des soldats, qui se sont mis immédiatement à écarter les anciennes autorités. Tout le pouvoir aux conseils des ouvriers et des soldats! C'était devenu alors le mot d'ordre. Les usines et les ateliers, les mines et les casernes, se sont trouvés subitement entre les mains des masses laborieuses. Grâce aux grèves sauvages, l'on a créé des rapports humains.

On n'avait rien voulu entendre de nous et de nos idées pendant des années. Mais maintenant, on avait besoin de nos armes.

Mais déjà, la bureaucratie des fonctionnaires de la social-démocratie et du syndicat centralisé s'était liguée avec le patronat pour sauver le capitalisme. La classe des exploiters le sait, et la classe ouvrière doit l'apprendre : toute liberté politique ou toute égalité politique sans puissance économique est une grosse escroquerie derrière laquelle une nouvelle exploitation, un nouvel impérialisme, une nouvelle course aux armements, de nouvelles guerres, menacent.

Le but des syndicalistes révolutionnaires est l'abolition du salariat, l'expropriation des grands capitalistes de la terre, des usines et des moyens de production. L'instauration de la production socialiste-communiste.

Les organisations syndicalistes révolutionnaires doivent devenir les protagonistes de la production socialiste. Toutes les réformes, toutes les augmentations de salaire, à l'intérieur du système économique capitaliste, sont des réformes illusoires.

La tâche des syndicalistes révolutionnaires est de faire mûrir les ouvriers pour la révolution sociale, de les emplir d'énergie et de dynamisme pour qu'ils se défassent de l'esclavage salarié. Le syndicalisme révolutionnaire rejette la participation au parlementarisme

bourgeois. Le syndicalisme révolutionnaire remplace les discours inutiles des chefs élus au parlement par l'action directe, par l'activité créatrice des masses. Le syndicalisme révolutionnaire mène également des luttes politiques, mais avec des moyens *syndicaux* (grève de solidarité, grève générale, résistance passive, boycott, etc.), et non pas avec des résolutions et des protestations de papier. C'est pourquoi le syndicalisme révolutionnaire considère la séparation en deux organisations du mouvement ouvrier comme absurde et il veut la concentration des forces.

Provisoirement donc, nous recommandons à nos membres d'agir partout, dans les questions économiques et politiques, avec les groupes qui se situent le plus nettement à gauche : les Indépendants, la Ligue Spartacus. Nous mettons cependant en garde à l'encontre de la participation à la foire électorale pour l'Assemblée nationale.

Mais nous aussi, les syndicalistes révolutionnaires, nous savons que le socialisme ne peut se réaliser que sur une base internationale. À bas donc les frontières nationales! Elles ne servent qu'à l'exploitation du prolétariat. Nous, les syndicalistes révolutionnaires, nous sommes internationalistes, nous tendons une main secourable aux frères travailleurs de tous les pays en signe de solidarité. Et nous sommes anti-militaristes! Et pas seulement depuis hier ou aujourd'hui. Nous sommes allés en prison, pour nos convictions anti-militaristes, longtemps avant que la guerre n'éclate. Nous avons vu la guerre venir, et nous avons lutté contre elle. Les ouvriers allemands n'ont pas voulu nous écouter, et ils ont l'ont chèrement payé. Pendant quatre années et demie, des millions d'hommes ont dû mutuellement s'assassiner avant qu'il ne devienne évident aux travailleurs allemands de quel côté se situe l'ennemi. Et aujourd'hui encore, des millions de travailleurs n'ont toujours pas compris! Nous, les syndicalistes révolutionnaires, nous sommes des adversaires du pouvoir central dans les organisations ouvrières. Une domination bien organisée de bureaucrates empêche toute activité libre. Nous voulons l'indépendance de toute union locale. Chaque union gère elle-même son argent et elle décide souverainement du début et de la fin des mouvements salariaux.

Nous, les syndicalistes révolutionnaires, nous sommes des adversaires de toute sorte d'institutions d'assistance à l'intérieur des syndicats, parce qu'elles paralysent le désir de lutter de ses membres. C'est par les grèves et les blocages que la solidarité de tous intervient.

Jamais la social-démocratie et le syndicat "libre" ne s'approprient notre programme, notre but et nos moyens de lutte.

Les ouvriers allemands doivent d'abord créer des organisations qui saperont le capitalisme avec les armes de lutte syndicalistes révolutionnaires.

Ouvriers! Soldats! Communistes!

Lisez notre presse et notre littérature!

Fondez partout des unions ouvrières sur notre base!

(Tiré de *Der Syndikalist, Organ der sozialrevolutionären Gewerkschaften Deutschlands*, n° 1
(1918))

-IV-

Projet de statuts pour l'"Union Ouvrière Générale" (AAU) (août 1919)

Considérant que les associations, les groupements et les syndicats, qui existent pour l'instant, ont complètement échoué dans le combat révolutionnaire, que ces structures, au contraire, se sont transformées de plus en plus, par des compromis avec les patrons (communauté de travail, accords salariaux à long terme, etc.), en instruments de perpétuation de l'état actuel d'esclavage de la classe ouvrière, de reconstruction et de développement de l'État capitaliste, il est clair pour la classe ouvrière révolutionnaire que la victoire du socialisme et du communisme ne pourra se réaliser que par le rassemblement dans une organisation de lutte unitaire. Cette organisation de lutte économique a pour nom :

Union Ouvrière Générale

§1. L'Union Ouvrière Générale est une association économique de tous les travailleurs intellectuels et manuels avec le but déclaré de préparer le passage du mode de production capitaliste au mode de production socialiste et de le mettre en œuvre par l'intermédiaire de la révolution sociale. Pour les mineurs, c'est l'Union Générale des Mineurs qui entre en ligne de compte.

§2. L'Union Générale Ouvrière considère l'introduction du système des conseils (conseils d'atelier, d'entreprise, d'usine, d'industrie) comme le premier moyen, et le meilleur, pour détruire le mode de production capitaliste

§3. Tout ouvrier ou employé des deux sexes à partir de 14 ans peut devenir membre de l'Union Ouvrière Générale.

§4. La forme d'organisation est l'entreprise. Tous les ouvriers et les employés qui appartiennent à une entreprise se rassemblent dans une unité (l'organisation d'entreprise). Les petites entreprises et les entreprises qui ont moins de 20 ouvriers et employés sont réunies.

§5. Les organes de l'AAU sont les *délégués* qui sont élus dans les ateliers et dans les entreprises (grand comité d'action) et le *comité central de la localité* qui est issu des rangs des délégués élus.

§6. Il y a un délégué pour 50 membres d'une entreprise ou d'entreprises réunies. 10 délégués élisent un membre du comité central. Le comité central nomme sa propre direction.

§7. Une élection est organisée à chaque fois qu'il y a *une révocation qui peut se produire à tout moment*. Toutes les charges sont honorifiques. Seuls les frais déboursés et les absences sont indemnisés.

§8. Une assemblée des membres doit avoir lieu au moins une fois par mois. L'assemblée des membres est la plus haute instance pour une localité.

§9. S'il existe dans les *localités voisines* des membres de l'AAU, ceux-ci doivent immédiatement *se mettre en relation pour l'agitation et l'organisation avec les districts et les régions économiques concernées*. Cette relation doit se développer jusque dans le détail et de la manière la plus stricte. Le congrès de tous les groupes locaux qui se situent sur le terrain de l'AAU prendra de plus amples dispositions.

§10. À côté du comité central, il existe dans chaque localité un comité des groupes industriels et économiques, qui doit s'occuper des questions professionnelles particulières. Chaque branche industrielle et économique doit y envoyer un délégué. (Boulangers, cordonniers, employés de commerce, etc.).

§11. Le droit d'entrée s'élève à 50 pfg., et la cotisation hebdomadaire est de 50 pfg. pour un membre. Les transferts doivent être également payés. Les jeunes jusqu'à 17 ans payent une cotisation hebdomadaire de 25 pfg..

§12. L'AAU est une organisation de lutte économique. C'est pourquoi elle ne peut pas se charger du poids d'institutions d'assistance. Il ne sera accordé des fonds que pour un soutien à la lutte révolutionnaire (grèves, sanctions, etc.).

§13. Le comité central a le devoir de rester en contact permanent avec toutes les organisations révolutionnaires existantes et de provoquer un regroupement sur la base du pur système des conseils.

§14. Les membres de l'AAU reçoivent gratuitement chaque semaine le journal de l'organisation : le "Allgemeine Arbeiter-Union". Le journal est rattaché au département statistique où les travaux préparatoires à la socialisation, etc., sont menés.

Au stade actuel de la lutte révolutionnaire, l'AAU voit dans la propagande la plus énergique pour le système des conseils le moyen le plus important pour la prise du pouvoir. L'AAU veut inciter ses membres à devenir des combattants pour la véritable liberté, pour les véritables idéaux de l'humanité. Lors de la victoire de la révolution sociale, l'AAU, en tant qu'organisation de l'ensemble de la classe laborieuse, prendra la direction de la production, et *l'organisation des conseils* deviendra ensuite *l'organisation économique* de la nouvelle société. Le but final de cette lutte ne nous fait pas peur : les prolétaires n'ont rien à y perdre que leurs chaînes, et ils ont en revanche un monde à y gagner.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

(Tiré du *Kommunistische Arbeiterzeitung* (Hambourg) n° 99 (1919))

**Tract des "Industrial Workers of the World" (IWW) de septembre 1919
pour adhérer à l'"Union Ouvrière Générale" (AAU)**

(IWW)

(Industrial Workers of the World)

(IWW)

Prolétaires d'Allemagne!

**Rejoignez l'"Union Général Ouvrière", l'organisation allemande
de la "Fédération des Ouvriers Industriels du Monde"**

Le capital mondial ne peut être abattu que par le prolétariat mondial. Le capital mondial s'organise en *Société des Nations capitaliste*, le prolétariat mondial s'organise en *Fédération des Ouvriers Industriels du Monde*. La *Deuxième Internationale* est l'association des prolétaires qui sont des laquais de la Société des Nations capitaliste. Dans l'*Internationale syndicale*, M. Legien travaille la main dans la main avec Samuel Gompers, l'ami et le conseiller du président Wilson, l'organisateur de la Société des Nations. À bas la Société des Nations des États capitalistes pillards, à bas tous les partis politiques et tous les syndicats qui soutiennent cette Société des Nations!

Rejoignez la révolutionnaire "Fédération des Ouvriers Industriels du Monde"!

Prolétaires d'Allemagne!

L'émancipation de la classe ouvrière ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Les prolétaires d'Allemagne doivent s'organiser en classe pour intervenir dans la lutte finale entre le capital et le travail que le soulèvement de novembre 1918 a mis à l'ordre du jour de l'histoire. Les prolétaires d'Allemagne doivent édifier l'État prolétarien et organiser l'économie prolétarienne. Les organes du pouvoir d'État prolétarien, ce sont les conseils, et la base de toute économie, ce sont les entreprises dans lesquelles le processus de production s'effectue.

L'organisation de classe prolétarienne prend comme point de départ le rassemblement de tous les travailleurs intellectuels et manuels dans les entreprises où ils sont employés.

L'organisation d'entreprise est la cellule reproductrice de l'organisation prolétarienne du pouvoir et de l'économie

Prolétaires d'Allemagne!

Rassemblez-vous sur la base de *l'organisation d'entreprise*. Les organisations d'entreprise de chaque industrie se réunissent en union industrielle. L'union industrielle est une partie de l'"Union Ouvrière Générale", et l'"Union Ouvrière Générale" une partie de la "Fédération des Ouvriers Industriels du Monde" qui a pris son départ en Amérique du Nord sous le nom du syndicat des "Industrial Workers of the World" et qui a déjà pris racine dans tout le monde anglophone et hispanophone. Les "Industrial Workers of the World" sont une *organisation de lutte* révolutionnaire. Pas de bonzes, pas de caisses importantes, pas d'institutions d'assistance, c'est là leur mot d'ordre. La direction des grèves de masse révolutionnaires est leur tâche, l'instauration de la dictature du prolétariat afin de mettre en place une économie prolétarienne est leur but.

Une grande Union pour tous les prolétaires du monde! La *Troisième Internationale* doit être *l'Internationale de la lutte de classe prolétarienne unitaire* contre la bourgeoisie mondiale. Faites que la formule du Manifeste communiste de Marx et d'Engels devienne enfin réalité :

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

Rejoignez les organisations d'entreprise, rejoignez l'"Union Ouvrière Générale"
Rejoignez la "Fédération des Ouvriers Industriels du Monde"!

(IWW)

(Industrial Workers of the World)

(IWW)

(Tiré du *Kommunistische Arbeiterzeitung* (Hambourg) n° 104 (1919))

-VI-

Lignes directrices de l'"Union Ouvrière Libre" de la Rhénanie-Westphalie (décidées au Congrès de fusion des 15 et 16 septembre 1919 à Düsseldorf)

I.

- a) L'organisation prend le nom d'"Union Ouvrière Libre".
- b) Elle est subdivisée en fédérations par profession; pour les mineurs, elle se compose d'organisations de puits.
- c) Les fédérations se composent de fédérations locales, de district, de province et de Land, et elles se déclarent en faveur du système des conseils sur le terrain de l'organisation de la lutte économique.
- d) L'organisation est formée des membres des cinq syndicats de gauche qui fusionnent à partir de maintenant sous le nom désigné ci-dessus.

II.

L'organisation a pour but de relever la condition intellectuelle et matérielle des ouvriers dans tous les domaines, de combattre le capitalisme et l'État de classe moderne par tous les moyens qui résultent de ses principes, et de préparer la voie à la réorganisation de la société sur la base du socialisme libertaire.

Elle fait de la propagande, en tant que moyen le plus efficace pour cet objectif, en faveur de l'action directe qui trouve son expression la plus haute dans la grève générale et se situe sur le terrain de la solidarité de classe économique et sociale.

Partant de la reconnaissance que, dans la société bourgeoise actuelle, les caractéristiques de la domination de classe apparaissent d'une manière croissante plus dures que jamais, que, en particulier, les luttes économiques prennent des formes de plus en plus aiguës du fait du renforcement brutal de la réaction, que, également, la privation de droits et l'exploitation des ouvriers sont menées de façon systématique par les tentatives continues de bâillonnements de la part des détenteurs du pouvoir et que, à cette fin, les possédants de toutes les nuances religieuses et politiques se servent de manière résolue de leur pouvoir aussi bien économique que politique, il est nécessaire, si la lutte économique et politique doit être conduite avec succès et vigueur par les ouvriers, qu'elle soit conduite, en tant que lutte de classe, selon une orientation socialiste révolutionnaire.

Pour cela, il faut :

La constitution et le développement de syndicats qui mènent la lutte quotidienne orientée vers l'amélioration du niveau de vie et des conditions de travail, mais qui soutiennent également les efforts pour abolir la domination de classe, lesquels se fondent sur une conception du monde socialiste. Tous les syndicats qui se reconnaissent dans les principes de l'Union Ouvrière Libre et qui se déclarent solidaires des luttes de tous les travailleurs sans considération de nationalité ou de forme d'organisation, et pour autant qu'ils se situent sur le terrain de la lutte de classe, peuvent en faire partie. Mais les syndicats qui nient la lutte de classe et qui acceptent et s'efforcent d'atteindre la communauté d'intérêts entre les patrons et les ouvriers, au lieu de leur caractère antithétique, ne peuvent pas en faire partie.

III.

- a) Peut devenir membre tout travailleur ou travailleuse qui reconnaît les principes et les statuts de l'organisation et qui a 14 ans accomplis.
- b) Les membres des autres organisations, pour autant qu'ils n'aient pas un retard de cotisation supérieur à huit semaines et qu'ils fournissent leur carte syndicale, peuvent s'inscrire sans s'acquitter du droit d'entrée.
- c) Le droit d'entrée se monte à un mark.
- d) Nous recommandons une cotisation minimale de 75 pfennigs par semaine.

IV.

Cette organisation est une organisation de lutte et elle ne paie en tant que tels des fonds de soutien que dans les cas de grèves, de lock-outs, de mesures disciplinaires et d'affaires de protection légale, qui découlent des relations de travail.

V.

En tant qu'organisation économique, l'"Union Ouvrière Libre" ne tolère aucune sorte de parti politique dans ses réunions, mais elle laisse tout membre libre d'adhérer aux partis de gauche et d'y avoir une activité dans la mesure où ce membre considère cela comme nécessaire.

L'organisation se fait un devoir d'entretenir l'idéalisme de ses membres et, en cas de lutte, d'engager une procédure de répartition des frais pour l'ensemble des membres.

(Tiré de *Der Syndicalist*, n° 42, 1919)

-VII-

Appel de la Centrale du KPD(S) de juin 1919

Aux syndicalistes révolutionnaires du KPD!

Le Parti Communiste d'Allemagne déclare :

Ce n'est pas l'affaire du Parti Communiste de discuter en ce moment de théorie avec les syndicalistes révolutionnaires. Le Parti Communiste reconnaît tout à fait que les travailleurs qui appartiennent aux syndicats syndicalistes révolutionnaires sont emplis d'une authentique aspiration révolutionnaire. L'impossibilité de la forme dans laquelle ils se représentent l'organisation de la société future se révélera en temps voulu. C'est pourquoi le Parti Communiste d'Allemagne n'a aucune raison de tirer prétexte de l'appartenance à des syndicats syndicalistes révolutionnaires pour prendre des mesures à l'encontre de leurs membres, pas plus qu'il ne peut tirer prétexte de l'appartenance aux syndicats libres pour faire cela. Mais, pas plus qu'il ne peut autoriser les membres des syndicats libres à faire par exemple de la propagande, dans le cadre du Parti Communiste, en faveur des idées d'une paix sociale obtenue par la conclusion de convention collectives, il ne peut autoriser les membres des syndicats syndicalistes révolutionnaires à faire de la propagande en faveur de moyens destinés à atteindre l'objectif de la révolution sociale qui sont incompatibles avec les conceptions du Parti Communiste d'Allemagne. Le Parti Communiste d'Allemagne considère comme des nécessités de la lutte politique à l'instant présent les choses suivantes :

- a) le prolétariat doit s'organiser dans un parti politique;
- b) l'organisation de ce parti politique doit, à ce stade du combat révolutionnaire, être strictement centralisé;
- c) le développement actuel du combat révolutionnaire a dépassé le stade dans lequel des actions partielles de caractère politique peuvent être avantageuses au prolétariat. Les actions politiques du prolétariat de plus grand style, c'est-à-dire les grèves générales ou les actions armées, ne peuvent avoir aujourd'hui du succès que si elles englobent les plus grandes régions économiques de l'Empire ou bien l'ensemble le prolétariat. Des actions de ce type ayant moins d'envergure, et qui ont pourtant pour but d'atteindre le pouvoir politique, de la part du prolétariat, sont des putschs.

Le Parti Communiste d'Allemagne ne peut tolérer dans ses rangs des membres qui, dans leur propagande par la parole, par l'écrit et par l'action, contreviennent à ces principes. Il est forcé de les exclure.

(Tiré de *Der Kämpfer, Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund)*, District du Grand Berlin, n° 20/21 des 14/15 juin 1919)

-VIII-

Lignes directrices sur les principes et la tactique communistes, présentées par la Centrale au II^o Congrès du KPD(S) en octobre 1919

1. La révolution, qui naît de l'exploitation économique du prolétariat par le capitalisme, et de l'oppression politique par la bourgeoisie dans le but de maintenir les rapports d'exploitation, a une double mission :

L'élimination de l'oppression politique et l'abolition des rapports capitalistes d'exploitation.

2. Le remplacement des rapports capitalistes d'exploitation par le système de production socialiste a pour condition la suppression du pouvoir politique de la bourgeoisie et son remplacement par la dictature du prolétariat.

3. À tous les stades de la révolution qui précèdent la prise du pouvoir par le prolétariat, la révolution est un combat politique des masses prolétariennes pour le pouvoir politique.

Ce combat sera mené par tous les moyens politiques et économiques.

Le KPD est conscient que ce combat ne peut se terminer victorieusement qu'en employant les plus grands moyens politiques (grève de masse, manifestations de masse, insurrection).

C'est pourquoi le KPD ne peut fondamentalement pas renoncer à un moyen politique utile à la préparation de ces grandes luttes. Parmi ces moyens, il faut prendre en compte aussi la participation aux élections, que ce soit pour les parlements, pour les municipalités, ou encore pour les conseils d'entreprise reconnus légalement, etc..

Mais étant donné que ces élections doivent, en tant que moyen de préparation seulement, être subordonnées à la lutte révolutionnaire, on peut renoncer à l'utilisation de ce moyen dans des situations politiques tout à fait particulières, à savoir quand les actions révolutionnaires qui sont en cours et qui se rapprochent de la décision rendent superflu temporairement ou durablement l'emploi du moyen parlementaire.

Le KPD refuse par conséquent, d'une part, la conception syndicaliste révolutionnaire qui considère l'emploi de moyens politiques comme superflu ou nuisible, et, d'autre part, la conception de l'USP selon laquelle les conquêtes révolutionnaires peuvent être obtenues également par le moyen de décisions parlementaires ou de négociations avec la bourgeoisie.

4. Avant la conquête du pouvoir, il faut déjà accorder la plus grande importance au développement des organisations de conseils existantes et à la création de nouvelles organisations de conseils

Et donc, en premier lieu, il faut garder naturellement en vue que les conseils et les organisations de conseils ne peuvent pas être créés par des statuts, par des règlements électoraux, etc., et qu'ils ne peuvent pas se maintenir par des statuts, des règlements électoraux, etc..

Ils doivent au contraire leur existence exclusivement à la volonté révolutionnaire et à l'action révolutionnaire des masses, et ils sont, pour le prolétariat, l'expression idéologique et organisationnelle de sa volonté de pouvoir, exactement comme le parlement est cette expression pour la bourgeoisie.

C'est pour cette raison que les conseils ouvriers sont aussi les protagonistes des actions révolutionnaires du prolétariat. À l'intérieur de ces conseils ouvriers, les membres du KPD

doivent se rassembler en un groupe et essayer, par des paroles appropriées, d'élever les conseils ouvriers à la hauteur de leur tâche révolutionnaire et d'obtenir la direction des conseils ouvriers et des masses laborieuses.

5. La révolution, qui n'arrive pas d'un seul coup, mais qui est la lutte longue et difficile d'une classe qui est opprimée depuis des millénaires et qui n'est donc pas pleinement consciente au début de sa mission et de sa force, est faite de hauts et de bas, de flux et de reflux. Elle change ses moyens en fonction de la situation, et elle attaque le capitalisme soit du côté politique, soit du côté économique, soit des deux côtés à la fois. Le KPD combat la conception selon laquelle une révolution économique remplace une révolution politique.

Les moyens de lutte économiques sont d'une importance singulière parce qu'ils ouvrent, dans une mesure toute particulière, les yeux du prolétariat sur les véritables causes de sa misère économique et politique. La valeur de ces moyens de lutte augmente d'autant plus que, chez le prolétariat, grandit la compréhension que ces moyens de lutte économiques servent le but politique de la révolution.

La tâche du parti est donc d'assurer au prolétariat, où cela est nécessaire, l'usage sans entraves, qui ne soit pas non plus gêné par une bureaucratie syndicale contre-révolutionnaire, de ces moyens économiques, même au prix de la destruction de la forme du syndicat et de la création de nouvelles formes d'organisation.

La conception selon laquelle on pourrait produire des mouvements de masse grâce à une forme particulière d'organisation, et donc selon laquelle la révolution serait une question de forme d'organisation, est rejetée comme un retour à l'utopie petite bourgeoise.

6. La révolution elle-même ne peut être menée à bien que par les larges masses du prolétariat, la victoire ne peut être remportée et conservée qu'avec la claire volonté et la détermination la plus énergique de celles-ci.

Seules les masses et seule l'action sont des protagonistes et des moyens de la révolution.

De ce point de vue, il faut expliquer que la résistance passive, qui est assurément, dans l'instant actuel, un moyen de légitime défense du prolétariat contre la sous-alimentation et l'épuisement physique subis pendant la guerre, est donc parfaitement justifiée, mais qu'elle ne représente pas une action révolutionnaire des masses.

Le KPD rejette le sabotage individuel, c'est-à-dire le sabotage d'individus isolés ou de petits groupes, en tant que moyen, prisé par les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires, mais réellement contre-révolutionnaire, qui veut substituer l'action d'individus à l'action des masses, mais qui en réalité fait obstacle la révolution du fait qu'il est ressenti par les masses comme dirigé contre elles.

Le KPD rejette comme utopique la conception selon laquelle la grève générale, ou bien n'importe quelle autre action de masse, serait un acte révolutionnaire unique, soudain, utilisable à volonté par l'organisation. La grève générale, comme toute action révolutionnaire, ne peut se développer qu'en tant que fruit naturel des fondements politiques et économiques donnés du moment et selon une croissance organique.

7. L'organisation économique est celle dans laquelle les larges masses se rassemblent. C'est en elle que se retrouve une partie des masses importante, même si elle n'est pas unique, qui mène la lutte révolutionnaire.

Le parti politique a pour vocation d'autre part de diriger la lutte révolutionnaire des masses. Se rassemblent dans le KPD les éléments les plus avancés et les plus conscients du prolétariat qui sont appelés à prendre la tête de la lutte révolutionnaire.

Dans l'intérêt de l'homogénéité, de l'éducation intellectuelle et de l'accord, de cette couche dirigeante, ils doivent se rassembler dans le parti politique.

L'opinion des syndicalistes révolutionnaires selon laquelle ce rassemblement des prolétaires les plus conscients dans un parti n'est pas nécessaire, selon laquelle le parti devrait au contraire disparaître face aux organisations économiques du prolétariat ou bien être absorbé par elles, ou encore selon laquelle le parti devrait renoncer à sa fonction dirigeante dans les actions révolutionnaires au profit des organisations d'entreprise, etc., et de se borner à la propagande, est contre-révolutionnaire, parce qu'elle veut remplacer la claire compréhension de l'avant-garde de la classe ouvrière par l'instinct chaotique des masses entrées en effervescence.

Mais le parti ne peut satisfaire à cette tâche que s'il est rassemblé, lors d'époques révolutionnaires, selon une centralisation stricte. Le fédéralisme, dans de telles époques, n'est que la forme dissimulée de la négation et de la dissolution du parti, parce que le fédéralisme paralyse en réalité le parti. De même que pour l'organisation politique, la centralisation la plus stricte est nécessaire pour l'organisation économique du prolétariat. Le fédéralisme dans les organisations économiques rend les actions unitaires des travailleurs impossibles. Le KPD rejette tout fédéralisme.

8. Les membres du KPD qui ne partagent pas ces conceptions sur la nature, l'organisation et l'action du parti, ou bien qui se sont opposés et s'opposent à elles par la parole et par l'écrit, doivent quitter le parti.

(Tiré du Rapport sur le II^e Congrès du KPD(S) du 20 au 24 octobre 1919)

**Déclaration de principes de l'Union Ouvrière Communiste
d'Allemagne"(Syndicaliste Révolutionnaire) (FAUD) en décembre 1919**

La déclaration de principes du syndicalisme révolutionnaire

Le système social actuel qui est aussi connu sous le nom de système capitaliste se fonde sur l'asservissement économique, politique et social, du peuple laborieux et il trouve son expression la plus essentielle, d'une part, dans le soi-disant "droit de propriété", c'est-à-dire dans le monopole de la possession, et, d'autre part, dans l'État, c'est-à-dire dans le monopole du pouvoir.

Du fait de la monopolisation du sol et des autres moyens de production entre les mains de petits groupes sociaux privilégiés, les classes productrices sont obligées de vendre leurs capacités intellectuelles et physiques aux propriétaires afin de pouvoir tout juste vivre, et elles doivent par conséquent céder une partie considérable du produit de leur travail aux monopolistes. C'est ainsi que, repoussées dans la position d'esclaves salariés sans droits, elles n'ont aucune sorte d'influence sur le cours et la forme de la production, laquelle est laissée complètement au droit d'autodétermination des capitalistes. Il est donc tout à fait naturel que, étant donné cet état des choses, la base de la fabrication actuelle des produits ne soit pas déterminée par les besoins des hommes, mais en premier lieu par la condition du profit pour les entrepreneurs.

Mais étant donné que ce même système est fondé sur l'échange et la distribution des produits, les conséquences sont aussi les mêmes dans ce domaine et elles trouvent leur expression dans l'exploitation sans retenue des larges masses au profit d'une petite minorité de possédants. Si la spoliation des producteurs est le but plus ou moins voilé de la production capitaliste, la tromperie des consommateurs est le but réel du commerce capitaliste.

Les syndicalistes révolutionnaires sont d'avis que les partis politiques, quelle que soit la sphère d'idées à laquelle ils appartiennent, ne sont jamais à même de pouvoir mener à bien l'édification du socialisme, mais que ce travail ne peut être accompli que par les organisations de lutte économiques des travailleurs. C'est la raison pour laquelle ils ne voient en aucun cas dans le syndicat un produit temporaire de la société capitaliste, mais au contraire la cellule reproductrice des organisations économiques socialistes futures. C'est ainsi que les syndicalistes révolutionnaires s'efforcent de parvenir dès aujourd'hui à une forme d'organisation qui doit leur permettre de satisfaire à leur grande mission historique et, en même temps, à la lutte pour les améliorations quotidiennes des rapports salariaux et de travail.

En tout lieu, les ouvriers deviennent membres du syndicat révolutionnaire de leur profession respective, lequel n'est subordonné à aucune centrale, gère ses propres fonds et dispose d'une auto-administration complète. Les syndicats des différentes professions se réunissent en tout lieu dans la Bourse du travail, qui est le centre de gravité de l'activité syndicale locale et de la propagande révolutionnaire. L'ensemble des Bourses du travail d'un

Land se réunissent dans la Fédération générale des Bourses du travail, pour pouvoir rassembler leurs forces dans des entreprises communes.

En outre, chaque syndicat est lié de manière fédérative à l'ensemble des syndicats de la même profession dans le pays tout entier, et également à ceux des professions proches, et, tous ensemble, ils se réunissent en grandes associations industrielles générales. C'est ainsi que la Fédération des Bourses du travail et la Fédération des associations industrielles forment les deux pôles autour desquels toute la vie syndicale tourne.

Si maintenant, lors d'une révolution victorieuse, les travailleurs étaient placés devant le problème de l'édification du socialisme, chaque Bourse du travail se transformerait en une sorte de bureau statistique local qui prendrait sous sa responsabilité de gérer l'ensemble des maisons, des vivres, des vêtements, etc.. La Bourse du travail aurait la tâche d'organiser la consommation, et, grâce à la Fédération générale des Bourses du travail, on serait facilement à même de pouvoir calculer l'ensemble de la consommation du pays et de l'organiser de la manière la plus simple.

Les associations industrielles de leur côté auraient la tâche, par l'intermédiaire de leurs organes locaux et à l'aide des conseils d'entreprise de prendre sous leur responsabilité l'administration des moyens de production, des matières premières, etc., disponibles et de fournir tout ce qui est nécessaire aux groupes de production et aux entreprises. En un mot : organisation des entreprises et des ateliers par les conseils d'entreprise; organisation de la production générale par les associations industrielles et agricoles; organisation de la consommation par les Bourses du travail.

Dans le système du capitalisme, toutes les conquêtes des sciences et du progrès intellectuel sont assujetties aux monopolistes. Chaque nouveau développement dans le domaine de la technique, de la chimie, etc., contribue à augmenter les richesses des classes possédantes de manière illimitée, par contraste terrifiant avec la misère sociale des larges classes de la société et avec l'insécurité économique constante des classes productrices.

Du fait de la lutte ininterrompue des différents groupes capitalistes nationaux pour la domination des marchés, il se crée une cause constante de crises intérieures et extérieures qui, périodiquement, se dénouent en guerres dévastatrices, dans lesquelles les classes inférieures de la société ont à nouveau presque exclusivement à souffrir de leurs terribles conséquences. La division sociale en classes et la lutte violente de "tous contre tous", ces traits caractéristiques du système capitaliste, agissent aussi en même temps de manière dégénérative et désastreuse sur la nature et le sentiment moral de l'homme, en repoussant à l'arrière-plan les qualités inestimables de l'aide mutuelle et du sentiment de solidarité, cet héritage précieux que l'humanité a reçu des périodes antérieures de son développement, et en les remplaçant par des caractéristiques et des habitudes anti-sociales pathologiques qui trouvent leur expression dans le crime, dans la prostitution et dans tous les autres phénomènes de la décadence sociale.

Avec le développement de la propriété privée et avec les contradictions de classe qui en découlent, est née, pour les classes possédantes, la nécessité d'une organisation politique, équipée de tous les moyens techniques du pouvoir, qui est destinée à la protection de leurs privilèges et à la sujétion des larges masses – l'État. Si l'État est donc en premier lieu un produit du monopole privé et de la division en classes, il agit alors, une fois qu'il existe, avec tous les moyens de la ruse et de la violence, pour la conservation du monopole et des différences de classe, et par conséquent pour la perpétuation de l'asservissement économique et social des larges masses du peuple, et il en est arrivé à devenir, au cours de son évolution, une institution brutale d'exploitation de l'humanité civilisée.

La forme extérieure de l'État ne change rien à ce fait historique. Monarchie ou république, despotisme ou démocratie – ces formes ne représentent que des expressions différentes du système économique d'exploitation, qui se distinguent les unes des autres

assurément par leur aspect extérieur, mais jamais par leur nature intime, et qui ne sont, sous toutes leurs formes, qu'une incarnation de la violence organisée des classes possédantes.

Avec la naissance de l'État, commence l'ère de la centralisation, l'organisation artificielle du haut vers le bas. L'Église et l'État ont été les premiers représentants de ce système et ils en sont restés jusqu'à aujourd'hui ses champions les plus distingués. Et parce que c'est dans la nature de l'État de soumettre toutes les branches de la vie humaine à son autorité, la méthode de la centralisation devait avoir des conséquences d'autant plus désastreuses que l'État a pu élargir et développer la sphère de ses fonctions. Le centralisme est donc l'incarnation la plus extrême de ce système qui se charge en bloc du règlement des affaires de toutes les personnes individuelles.

L'individu est ainsi transformé en une marionnette qui est guidée et actionnée d'en haut, en un rouage mort dans un mécanisme immense. Les intérêts de la communauté doivent débarrasser le terrain devant les privilèges d'une minorité, l'initiative personnelle devant l'obéissance au commandement, la diversité devant l'uniformité, la responsabilité venant de l'intérieur de soi devant la discipline sans âme, l'éducation de la personnalité devant un conditionnement insipide – et tout cela dans le but de former des sujets loyaux qui n'oseront pas mettre en danger les fondements de ce qui existe, des objets d'exploitation volontaires pour le marché du travail capitaliste. C'est ainsi que l'État est devenu l'obstacle le plus puissant à tout progrès et à toute tentative d'émancipation du peuple laborieux.

Les syndicalistes révolutionnaires, en pleine connaissance des faits ci-dessus exposés, sont des adversaires de principe de toute économie monopoliste. Ils s'efforcent de parvenir à la socialisation du sol, des instruments de travail, des matières premières et des richesses sociales; à la réorganisation de l'ensemble de la vie sociale sur la base du communisme libre, c'est-à-dire sans État, qui trouve son expression dans le slogan : « De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins ! ».

Partant de cette connaissance, selon laquelle le socialisme est, en dernière instance, une question de civilisation qui donc, en tant que telle, ne peut être résolue que du bas vers le haut, par l'activité créatrice du peuple, les syndicalistes révolutionnaires rejettent tout moyen passant par une soi-disant étatisation qui ne peut mener qu'à la pire forme d'exploitation, au capitalisme d'État, mais jamais au socialisme.

Les syndicalistes révolutionnaires sont convaincus que l'organisation d'un système économique socialiste ne peut pas être réglée par des décisions gouvernementales et des décrets de l'État, mais seulement par le rassemblement de tous les travailleurs intellectuels et manuels dans chaque branche industrielle particulière; par la prise en main de l'administration de toutes les entreprises par les producteurs eux-mêmes et selon une forme dans laquelle les groupes, les entreprises et les branches de production, sont des membres indépendants de l'organisme économique général, membres qui déterminent méthodiquement, dans l'intérêt de la communauté, la production d'ensemble et la distribution générale sur la base d'accords mutuels et libres.

En tant qu'adversaires de toute organisation étatique, les syndicalistes révolutionnaires rejettent la soi-disant conquête du pouvoir politique et ils considèrent au contraire l'éradication de tout pouvoir politique comme la première condition d'un système social véritablement socialiste. L'exploitation de l'homme par l'homme est liée de la manière la plus étroite à la domination de l'homme par l'homme, de sorte que la disparition de l'une doit conduire nécessairement à la disparition de l'autre.

Les syndicalistes révolutionnaires rejettent en tant que question de principe toute forme d'activité parlementaire, toute collaboration avec les organismes législatifs, en partant de la connaissance que même le plus libre des droits de vote ne peut pas réduire les contrastes béants dans la société actuelle et que tout le régime parlementaire poursuit seulement le but de

fournir au système du mensonge et de l'injustice sociale l'apparence du droit légal – d'inciter les esclaves à apposer le cachet de la loi sur leur propre esclavage.

Les syndicalistes révolutionnaires rejettent toutes les frontières politiques et nationales arbitrairement tracées; ils voient simplement dans le nationalisme la religion de l'État moderne et ils rejettent par principe tous les efforts tendant à atteindre une soi-disant unité nationale, derrière laquelle se cache uniquement en effet la domination des classes possédantes. Ils ne reconnaissent que des différences de nature régionale et ils exigent pour chaque groupe du peuple le droit de pouvoir régler ses affaires et ses besoins culturels particuliers à sa propre manière et selon sa disposition, en accord solidaire avec les autres groupes et associations populaires.

Les syndicalistes révolutionnaires se placent sur le terrain de l'action directe et ils soutiennent toutes les aspirations et les luttes du peuple qui ne sont pas en contradiction avec leurs objectifs – l'abolition du monopole économique et de la domination despotique de l'État. Leur tâche est d'éduquer spirituellement les masses et de les rassembler dans des organisations économiques de lutte, pour les conduire, par l'action économique directe qui trouve son expression la plus élevée dans la grève sociale générale, vers la libération du joug de l'esclavage salarié et de l'État de classe moderne.

(Tiré de "Der Syndicalist", n° 50 (1919))